

Numéro 17 - 4 mai 2019

Des sujets de préoccupation pour le corps politique



La traite des êtres humains au Canada

- Une seule humanité, ensemble agissons contre la traite des êtres humains
- Un statut pour tous les travailleurs migrants et temporaires au Canada! Le Canada doit cesser de participer à la traite des humains!
- Philip Fernandez -
- Rejetons les tentatives de blâmer les peuples pour la crise mondiale de la migration
- Diane Johnston -
- Le caractère prédateur du recrutement des étudiants internationaux et du «Programme de mobilité internationale»
- Peggy Morton -

Opposition au trafic êtres humains sanctionné par l'État

- Une association d'avocats du Québec dénonce l'usage de mesures coercitives contre les travailleurs désirant immigrer au Québec
- Des travailleurs migrants de l'Ontario dénoncent le trafic de la main d'oeuvre dont ils sont victimes

- Le traitement des travailleurs migrants dans le secteur de la transformation alimentaire
- L'épreuve de la famille de Gemma Concepcion

Manifestation en Ontario à la défense du système de santé public

- Des milliers de personnes disent au gouvernement Ford de ne pas couper dans les investissements en santé

Des solutions centrées sur l'être humain sont requises pour faire face aux inondations du printemps

- Des inondations dévastatrices au Québec, en Ontario et au Nouveau-Brunswick
- Un rassemblement de la Première Nation Kashechewan pour exiger que les gouvernements fédéral et provincial relocalisent la communauté de façon permanente

La défense du principe de la souveraineté de tous les pays

- Cuba et ses amis affirment audacieusement son droit d'être
- Le peuple vénézuélien, coude-à-coude avec le gouvernement bolivarien et les Forces armées, fait échec à la tentative de coup d'État de l'opposition
- Annonce du retrait de l'Organisation des États américains
- *Le gouvernement bolivarien du Venezuela* -

Journée mondiale des fondateurs et Journée de réunification nationale du Vietnam

- Une conférence à Toronto célèbre la longue histoire d'amitié entre les peuples canadien et vietnamien
- Le Jour de la réunification nationale souligné par une cérémonie de lever du drapeau à Quang Tri

Supplément

Le Premier Mai dans le monde

- Des actions militantes à la défense des droits et de la dignité du travail

La traite des êtres humains au Canada

Une seule humanité, ensemble agissons contre la traite des êtres humains

Les Nations unies définissent ainsi la traite des êtres humains : « recruter, transporter, transférer, héberger ou accueillir une personne en ayant recours à la force, à la contrainte, à la tromperie ou à

d'autres moyens, en vue de l'exploiter ».



Selon les rapports de l'Organisation internationale du Travail (OIT), en 2016 plus de 40 millions de personnes vivaient dans des conditions d'esclavage moderne, et la majorité de ces personnes avaient été victimes de traite des êtres humains. Selon ce rapport, 25 millions de ces personnes travaillaient dans des conditions d'esclavage dans les domaines de la construction, de l'industrie manufacturière et du travail domestique. Cinq millions de personnes, la majorité des jeunes femmes et des filles, étaient victimes d'esclavage sexuel.



Le Canada est un des principaux pays ayant participé à la création en 2000 du *Protocole additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants*. Il s'agit du Protocole de Palerme, que le Canada a ratifié en 2004. Toutefois, en ce qui concerne l'application du protocole, le Canada est un exemple de la façon dont les prétextes sont utilisés pour fournir une main-d'œuvre peu coûteuse et imposer l'offensive antisociale qui abaisse le niveau de vie de tous les travailleurs. Les

trafiquants d'êtres humains, connus pour recruter de la main-d'œuvre dans des pays étrangers, sont accommodés par tous les moyens. Les travailleurs et les étudiants sont recrutés en leur extorquant de grosses sommes d'argent qui leur donneront la chance, après deux ans, de soumettre une demande de résidence permanente. Cela a eu comme conséquence que des centaines de milliers de travailleurs sont privés de leurs droits de travailleurs et d'êtres humains, et expulsés avec leurs familles si jugés « illégaux », la plupart du temps sans faute de leur part. Cela grossit également les rangs des soi-disant travailleurs sans papiers dont les conditions de vie et de travail sont les pires. Le gouvernement insiste pour dire que c'est illégal et qu'il défend l'état de droit, mais les lois canadiennes facilitent la traite des êtres humains.

Dans un rapport intitulé *La traite des êtres humains au Canada, 2016*, Statistique Canada souligne entre autres : « Par sa nature même, la traite des êtres humains est difficile à mesurer. Dans le cadre du Programme de déclaration uniforme de la criminalité, Statistique Canada recueille des renseignements sur les infractions relatives à la traite des êtres humains qui viennent à l'attention des services de police canadiens. Il s'agit d'infractions prévues au Code criminel et d'infractions transfrontalières visées par la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*. »

Selon le rapport, « De 2009 à 2016, la police a déclaré 1 220 affaires d'infraction de traite des êtres humains » au Canada et le nombre et le taux de traite des êtres humains ont sans cesse augmenté depuis 2010. On y cite des données de tendances qui indiquent que la police a déclaré 1 099 affaires de 2009 à 2016 comprenant une infraction de traite des êtres humains. Plus de la moitié de ces affaires se sont produites de 2015 à 2016.

Entre 2009 et 2016, de toutes les affaires de traite des êtres humains signalées, 66 % ont eu lieu en Ontario, 14 % au Québec et 8 % en Alberta. Le reste du Canada représentait l'autre 12 %. Selon Statistique Canada, la vaste majorité des victimes du trafic d'êtres humains sont des femmes.

Le rapport relève que la vaste majorité des crimes liés à la traite des êtres humains ne sont pas signalés au Canada. Les victimes de la traite des êtres humains sont rendues vulnérables en raison même de leur situation et craignent de demander de l'aide puisque l'État canadien les déclare illégales et sans droit en tant qu'humains.

Les cas de traite des êtres humains sont peu signalés et il y a peu de condamnations au Canada même si l'ancien gouvernement Harper avait déclaré qu'il s'agissait « d'un des crimes les plus haineux qu'on puisse imaginer ». Selon le rapport de Statistique Canada, « en raison de la difficulté à poursuivre des contrevenants pour des infractions de traite des êtres humains, les procureurs choisissent souvent de porter des chefs d'accusation pour des infractions connexes ou moins graves, ce qui pourrait expliquer la forte proportion de causes de trafic de personnes qui se soldent par un arrêt ou un retrait ».

Le faible taux de signalement et de condamnations dans les poursuites criminelles montre que tout le système nébuleux lié aux travailleurs migrants mis sur pied par l'État canadien sert à offrir un approvisionnement ample et bon marché de travailleurs à la disposition des monopoles canadiens et d'autres entreprises qui profitent de leur travail, sans parler de l'escroquerie inadmissible des individus qui baignent directement dans la traite des êtres humains, la version moderne de la traite mondiale des esclaves.

Le Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET), qui permet aux entreprises qui ont besoin de travailleurs étrangers de recruter outre-mer et le Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS) qui existe depuis 50 ans, et d'autres programmes de recrutement des travailleurs gérés entre autres par les provinces, ont créé les conditions permettant à ceux qui font la traite des êtres humains d'opérer impunément dans le cadre légal de ces programmes.



Le Conseil canadien pour les réfugiés (CCR) est aux premières lignes de la lutte à la défense des immigrants et des réfugiés depuis plus de 40 ans. Dans son mémoire sur la traite des êtres humains au Canada devant le Comité permanent de la justice et des droits de la personne en avril 2018, le CCR fait valoir que si certaines affaires de traite des êtres humains se trouvent devant les tribunaux, peu est fait par le Canada pour protéger les victimes. Le CCR affirme : « La *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR) ne prévoit aucune mesure de protection pour les personnes ayant subi la traite. La seule référence aux personnes ayant subi la traite dans la loi est une disposition du *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés* selon laquelle le fait qu'une personne ait subi la traite constitue un facteur en faveur de la détention liée à l'immigration. »

Le CCR souligne aussi dans son mémoire que le seul outil disponible pour la protection des victimes de la traite des êtres humains qui se manifestent — le permis de séjour temporaire (PST) — ne répond pas aux besoins. Selon le CCR : « Un très petit nombre de PST sont délivrés chaque

année et ces permis sont limités. [...] Entre 2011 et 2015, de 5 à 22 nouveaux PST ont été délivrés chaque année. Ces nombres semblent particulièrement peu élevés étant donné que le Canada figure sur la liste des pays de destination pour la traite des êtres humains, et que quelque 80 000 travailleurs étrangers temporaires entrent au Canada chaque année. »

Aussi le CCR souligne-t-il que les quelques PST délivrés par le gouvernement ne sont pas valables pour les membres de la famille.



Dans un autre rapport intitulé *Évaluer les droits des travailleurs migrants au Canada, 2018*, le CCR souligne le rôle joué par le Canada dans la création des conditions permettant le déplacement de personnes partout dans le monde. Il mentionne notamment les Philippines, le Guatemala et le Mexique, où des compagnies minières privées canadiennes ont délocalisé des communautés entières, forçant les gens à aller voir ailleurs pour un moyen de subsistance et devenant ainsi vulnérables à la traite des êtres humains. Le CCR mentionne aussi les accords commerciaux du Canada tels que l'ALÉNA, qui est responsable d'avoir forcé des agriculteurs mexicains, dont le

moyen de subsistance a été détruit, à se chercher du travail au Canada en tant que travailleurs agricoles migrants et à devenir des cibles pour les trafiquants d'êtres humains.

La participation du Canada aux guerres d'agression, aux occupations, aux blocus économiques, aux sanctions et à d'autres actes d'ingérence dans les affaires internes d'autres pays — comme il le fait à l'heure actuelle en organisant un coup et un changement de régime au Venezuela — a contribué à ce qu'un grand nombre de gens soient devenus des réfugiés et des migrants. L'ONU a indiqué dans un rapport de 2018 que la crise internationale des réfugiés avait rendu des populations entières vulnérables à la traite des êtres humains, ce qui génère un profit criminel d'approximativement 32 milliards de dollars annuellement.

En participant à ce commerce d'esclaves moderne, le gouvernement canadien, malgré ses larmes de crocodile au sujet des droits de la personne et du trafic d'humains, n'a pas corrigé le problème. La simple proposition formulée par le CCR et d'autres — que les travailleurs migrants au Canada puissent bénéficier d'une certaine stabilité et statut juridique par le biais d'un permis de travail ouvert qui leur permettrait de sortir d'un environnement de travail d'exploitation et d'abus — a été ignorée jusqu'à présent. Aussi le gouvernement a-t-il ignoré les propositions du CCR et d'autres organisations visant à réglementer le recrutement des travailleurs migrants afin de veiller à la protection de leurs droits et, puisqu'il existe un besoin de travailleurs migrants pour accomplir du travail au Canada, leur accorder un statut d'immigrant pour qu'ils puissent s'établir ici de façon permanente s'ils le désirent.

Le gouvernement Trudeau, qui a accédé au pouvoir en 2015 en disant qu'il mettrait fin à la traite des êtres humains au Canada, n'y a pas mis fin, tout comme il n'a pas réglé la question des femmes autochtones assassinées et disparues qui sont aussi souvent victimes de la traite des êtres humains au Canada.

La traite des êtres humains et la situation des réfugiés et des travailleurs migrants qui sont victimes de ces crimes et de beaucoup d'autres constituent un problème auquel est confrontée la société canadienne. Les réfugiés et les travailleurs migrants, notamment les victimes de la traite des êtres humains, sont partie intégrante de notre grande humanité et plus précisément de notre classe ouvrière canadienne. Cette classe ouvrière, par la mobilisation de sa pensée, de son organisation

indépendante et de sa force numérique, doit intensifier la défense des droits de tous. Alors que les travailleurs sont accusés d'être anti-immigrants et xénophobes, ce sont en réalité les intérêts privés étroits des trafiquants d'être humains qui sont « anti-immigrants ». Ils blâment le peuple afin de diviser la lutte de résistance à l'offensive antisociale tout en modifiant les lois sur la citoyenneté et l'immigration pour faciliter l'importation de travailleurs étrangers temporaires, dont beaucoup doivent verser des sommes énormes à de soi-disant recruteurs pour obtenir des permis de travail sous prétexte que lorsque leur mandat est terminé, ils peuvent demander la résidence permanente. Au Canada, d'autres détenteurs de permis de travail temporaire sont exploités à outrance et n'ont pas accès aux services, car leur statut est rendu quasi illégal dans les meilleures conditions, par exemple quand ils sont obligés de travailler avec des noms et des numéros d'assurance sociale empruntés sous peine d'être expulsés s'ils n'acceptent pas. Le mouvement de défense des droits de tous mène à l'abolition de ce système d'esclavage des temps modernes, non seulement au Canada, car par son action il contribue à la solution dans le monde entier.

(Sources : Conseil canadien pour les réfugiés, Migrant Canada, www.ilo.org, Statistique Canada, www.UNODC.org)



Un statut pour tous les travailleurs migrants et temporaires au Canada! Le Canada doit cesser de participer à la traite des humains!

- Philip Fernandez -

Le gouvernement doit être tenu responsable de son rôle dans la création d'un régime de travailleurs étrangers temporaires que les employeurs utilisent pour créer pour eux-mêmes une main-d'oeuvre à bon marché. En vertu de ce programme et d'autres qui privent les travailleurs temporaires de leurs droits, le gouvernement permet également aux agences privées de tirer profit du recrutement et souvent du vol éhonté subi par les travailleurs étrangers dont ils organisent la traite avec des employeurs canadiens.

Le traitement injuste infligé aux travailleurs migrants montre que la prétention de Justin Trudeau de défendre la cause des droits des femmes est également une fraude en pratique. Le gouvernement Trudeau n'a pas mis fin à la traite et aux meurtres de femmes et de filles autochtones. De même, il ne protège pas les droits des travailleurs étrangers temporaires dont la majorité sont des femmes.

Le peuple demande justice et la garantie des droits de tous. L'expulsion récente de la famille Concepcion et les autres attaques contre des travailleurs migrants et temporaires étrangers, souvent maltraités par des employeurs et des trafiquants d'être humains, doivent cesser.

Un exemple de tels abus est l'affaire pénale close, après six ans, contre Hector Mantolino, propriétaire et exploitant d'une entreprise à Halifax. Le 1er mars, Mantolino a été condamné à deux ans de



prison pour avoir enfreint la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, dans laquelle 56 accusations initialement portées en 2013 ont finalement été regroupées dans un seul acte d'accusation. Au fil des ans, Mantolino a recruté 28 travailleurs des Philippines dans le cadre d'un programme de travailleurs étrangers. On a constaté qu'il avait sous-payé ses travailleurs et les avait exploités. Il a été révélé qu'il menaçait des travailleurs et leur a dit que s'ils se plaignaient de la situation à d'autres personnes, le gouvernement canadien les renverrait aux Philippines. On estime que Mantolino leur a versé au moins 500 000 dollars de moins que le total de leurs salaires déclarés. Selon les médias locaux, Mantolino a confié à l'une de ces travailleuses, Liza Alcantara: «Elle devra payer 2 000 dollars à Mantolino pour son billet d'avion et 100 dollars par mois pour son loyer. Mme Alcantara a également déclaré que son salaire réel serait de 500 dollars US, 134 heures travaillées (3,75 dollars l'heure) avec seulement 5 dollars d'heures supplémentaires.»

Le gouvernement n'assume aucune responsabilité pour avoir contribué à la situation défavorisée sur le plan économique des Philippines et d'en avoir profité. Le pillage et le contrôle coloniaux ont laissé les Philippines démunies et sous-développées, obligeant quelque 12 millions de Philippins à quitter leur pays et à vivre à l'étranger à la recherche d'une vie meilleure pour eux-mêmes et leur famille.

Les travailleurs philippins qui ont émigré à l'étranger contribuent collectivement pour quelque 30 milliards de dollars par an à l'économie des Philippines dominée par les étrangers. ExPress Money, utilisé par de nombreux travailleurs migrants philippins pour transférer des fonds à leurs familles aux Philippines, a indiqué en 2016 que « les transferts d'argent des Philippins qui travaillent dans le monde entier représentent au moins 10 % du PIB du pays, la deuxième source de capital étranger après les exportations à valeur ajoutée telles que les composants électroniques. C'est une source majeure qui contribue à la consommation privée (aux Philippines) et qui, à son tour, représente 75 % du PIB. »

Les gouvernements successifs aux Philippines, y compris le régime actuel de Duterte, n'ont rien fait pour sortir les Philippines du système impérialiste d'États dominé par les États-Unis. Le régime encourage activement l'exode des travailleurs des Philippines, tout en ne leur offrant aucune protection contre les abus et le vol par les trafiquants d'êtres humains sans scrupules et de régimes étrangers, comme le Canada par exemple, qui facilitent cette inhumanité.



Rejetons les tentatives de blâmer les peuples pour la crise mondiale de la migration

- Diane Johnston -

Dans un document d'information d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté du 10 décembre 2018, on lit : « En réponse à la crise des réfugiés syriens et à la migration croissante des réfugiés et des migrants, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté, en 2016, la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants. Cette déclaration a déclenché des processus distincts visant à créer deux accords internationaux non contraignants : l'un pour les réfugiés (le Pacte mondial sur les réfugiés) et l'autre pour les migrants (le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (PMM)). »

Ce document précise que le nombre de migrants internationaux est estimé à 258 millions et représente une augmentation de 49 % par rapport à l'an 2000 et 3,3 % de la population mondiale totale.^[1]

Selon le document, le PMM « cherche à apaiser les tensions sous-jacentes à la migration internationale, notamment les préoccupations en matière de sécurité nationale, de sécurité des personnes, de dignité et de droits » et conclut que « la négociation réussie du PMM dans le climat mondial actuel lié à la migration et à la souveraineté souligne l'importance d'un dialogue multilatéral sur des enjeux mondiaux critiques et du rôle que les Nations unies peuvent jouer pour favoriser un système international fondé sur des règles. »[2]

La tentative de donner foi à une règle de droit qui dans la pratique n'existe plus est très préoccupante. Diverses forces se sont manifestées pour défendre les notions démocratiques libérales de paix, d'ordre et de bon gouvernement, inscrites dans la primauté du droit, comme si c'était la solution aux très graves abus de pouvoir dont nous sommes témoins aujourd'hui. Cependant, chaque jour qui passe nous montre justement que c'est le système de la démocratie libérale qui est tombé dans l'anarchie, la violence et le chaos, qui engendre les abus, les cautionne et est incapable de développer une alternative prosociale.

Louise Arbour, une Canadienne qui est la représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies pour la migration internationale, déclare que l'initiative du PMM « est née de la vue intolérable d'un grand nombre de migrants qui perdent la vie, et d'une perception croissante que les gouvernements avaient perdu le contrôle de leurs frontières ».



Cette façon de parler est dénuée de contexte et donne aux gouvernements qui mettent en oeuvre l'offensive néolibérale antisociale une façon de justifier ces actions et d'utiliser la question de la migration pour fomenter la division sociale. Le trafic des êtres humains aujourd'hui est une conséquence de la création de ce qu'on appelle des économies prospères par le soutien aux soi-disant économies de marché, aux droits humains et aux systèmes à partis multiples. Les riches sont devenus plus riches et les pauvres plus pauvres, et pourtant les architectes et les promoteurs de ce système s'en tirent à bon compte.



Les pertes de vie des migrants et la perte de contrôle des frontières ne sont pas quelque chose d'accidentel, mais bien l'épée à double tranchant de l'impérialisme. Les migrants et les réfugiés sont les canaris de la mine de charbon, les victimes de l'offensive néolibérale contre l'état de droit international et l'édification de la nation, nés des cendres de la grande victoire sur le fascisme de 1945 et qui sont maintenant détruits sous les assauts de la mondialisation impérialiste.

Sauf dans de rares cas, l'impérialisme dirigé par les États-Unis a violé les frontières de nombreux pays pour prendre le contrôle de leur économie, de leur politique et de tous les aspects de la vie, y compris la culture et l'idéologie. Dans le cas des pays que

l'impérialisme a été incapable de vaincre, il a eu recours à la destruction par des guerres prédatrices, le financement de mercenaires pour favoriser le changement de régime, le sabotage économique, les blocus et les sanctions ciblées pour paralyser leur économie, comme c'est le cas du Venezuela. Ce sont ces attaques qui créent des réfugiés et une migration vers l'extérieur de personnes désespérées à la recherche d'une vie meilleure comme elles ont le droit de le faire.

Ces « 258 millions de migrants » sont devenus une armée de réserve internationale de chômeurs prêts à vendre leur capacité de travail à pratiquement n'importe quel prix pour arriver à une vie meilleure et stable. Comme il est commode pour les grandes puissances de trouver des millions de chômeurs dans le monde alors que leur propre population de travailleurs diminue en raison de la chute du taux de natalité.

L'impérialisme des grandes puissances est la force derrière l'ordre du jour de destruction nationale par des guerres injustes, des changements de régime, par l'ingérence des grandes puissances dans les affaires intérieures d'autres pays, par le sabotage économique, les blocus et les sanctions, le pillage effréné des ressources naturelles, l'instabilité et la dégradation de l'environnement et le changement climatique provoqués par la cupidité des entreprises qui échappent à toute réglementation. Le manque de contrôle sur les affaires qui touchent la vie des travailleurs est le défi auquel les travailleurs font face et ils doivent s'organiser pour gagner ce contrôle.

L'oligarchie financière traite de la migration de la manière la plus intéressée possible, pour blâmer les migrants pour leur sort et diviser les travailleurs des pays qui utilisent ces migrants comme main-d'œuvre à bon marché. Les travailleurs canadiens ne doivent pas tomber dans le piège de cette propagande qui ne sert pas leurs intérêts. Les gouvernements de ces pays qui servent les intérêts des riches se plaignent ensuite du fait qu'en tant qu'êtres humains, les migrants doivent recevoir les choses essentielles de la vie conformément au niveau de vie que les différents pays ont atteint. Le sort des migrants et le rôle qu'ils jouent dans l'économie sont présentés comme l'« incapacité des gouvernements à contrôler leurs frontières et à arrêter les flux migratoires » parce que les intérêts privés ont été politisés. Les vieilles formes démocratiques n'exercent plus d'autorité parce que les conditions qu'elles avaient conçues pour servir ont changé.

Loin de restaurer une autorité nationale, les moyens qui sont utilisés pour défendre ce qui est appelé l'intérêt national transforment le peuple en catégories qui doivent être criminalisées. Dans le contexte d'un resserrement du contrôle des frontières et de la lutte au crime organisé et contre les gangs, les migrants et les réfugiés sont considérés comme des usurpateurs illégitimes qui doivent alors prouver leur valeur. Selon le gouvernement Trudeau, toute édification nationale qui s'oppose au contrôle impérialiste est une attaque contre la paix, l'ordre et le bon gouvernement de l'ordre démocratique libéral.

Quoi qu'il en soit, le sort de ceux qui sont forcés de migrer aujourd'hui nous pousse à agir de façon à bâtir le Nouveau et non à défendre un ordre qui n'existe plus et qui est donc incapable de résoudre quelque problème du présent.

De nombreux migrants, après un voyage périlleux qu'ils n'ont jamais voulu entreprendre, finissent par vivre et travailler clandestinement comme des travailleurs bon marché sans papiers qui vivent continuellement dans la peur de l'arrestation et de l'expulsion. Ils sont victimes d'abus de la part de trafiquants d'êtres humains et d'employeurs sans scrupules. Ils travaillent pour envoyer de l'argent à leur famille et pour donner une vie meilleure à la prochaine génération.

Les migrants sont les victimes d'un ordre mondial qui s'est effondré sous l'égide de l'oligarchie financière mondiale. Ils font partie de cette grande humanité, qui forme une classe ouvrière qui lutte pour s'investir de pouvoir afin d'humaniser l'environnement naturel et social. En défendant les droits de tous, surtout en utilisant notre parole contre les attaques contre d'autres êtres humains et contre leur asservissement et leur sort, nous assumons la responsabilité sociale et posons des gestes

concrets pour prendre contrôle de nos vies et de l'édification nationale.

La force des travailleurs réside dans leur nombre extraordinaire et dans des objectifs pour la société qui ne sont pas égoïstes. Les travailleurs prennent contrôle de leur vie lorsqu'ils parlent à la défense des droits de tous en leur propre nom, et ne laissent pas les autres qui ont des ordres du jour que les travailleurs n'ont pas élaborés parler en leur nom, comme il arrive trop souvent en ce moment.

Note

1. « [Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières](#) », Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 10 décembre 2018

2. *Ibid*



Le caractère prédateur du recrutement des étudiants internationaux et du «Programme de mobilité internationale»

- Peggy Morton -

Le nombre d'étudiants internationaux au Canada a considérablement augmenté alors qu'il y a un effort désespéré toujours plus grand de les utiliser pour le profit privé.

Au 31 décembre 2018 :

- il y avait 572 415 détenteurs de permis d'études internationaux ;
- en hausse par rapport aux 412 101 permis émis deux ans plus tôt en 2016. L'Inde est maintenant la plus grande source avec 172 625, une augmentation spectaculaire par rapport à 76 289 en 2016. La Chine suit, avec 142 985 permis, une hausse par rapport à 131 740 deux ans plus tôt.

La Corée du sud vient ensuite avec 24 195 permis, devant la France et le Vietnam qui en ont respectivement 22 745 et 20 330. En plus, en 2016, 20 679 détenteurs de permis provenaient des États-Unis et 12 649 du Nigeria.

De ce nombre, 355 976 des étudiants internationaux ont entre 15 et 29 ans, 35 303 entre 30 et 40 ans et 17 707 ont moins de 15 ans.[1]

Les institutions approuvées sont maintenant listées par leur nom sur le site web d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. Cette liste a été établie à la suite de scandales où les écoles et les « conseillers en immigration » ont fraudé les étudiants en prétendant que leurs institutions étaient qualifiées alors qu'elles ne l'étaient pas. En général, les institutions qui se qualifient comprennent les universités et les collèges qui confèrent des diplômes, les collèges techniques qui confèrent des diplômes et des certificats, de même que les écoles de pilotage, les écoles bibliques et d'autres institutions religieuses. Certaines des universités qui font partie de la liste ne sont pas connues ou n'ont pas de noms reconnus. Dans certains cas, les institutions reçoivent une autorisation pour des cours spécifiques seulement, par exemple en offrant un programme de pilotage qui mène à un diplôme et d'autres qui ne le font pas.[2]

Il existe aussi un Permis de mobilité internationale qui offre des permis de travail ouverts plutôt que des permis de travail spécifiques à un employeur. Cela comprend la portion vacances internationales

d'Expérience internationale Canada, le Programme de permis de travail après l'obtention du diplôme, les époux/conjoints de fait de travailleurs étrangers hautement qualifiés et d'étudiants étrangers, ainsi que certains ressortissants étrangers déjà au Canada en attente de la finalisation de leurs demandes de résidence permanente.

Le public n'est pas bien informé des politiques de recrutement des institutions publiques et de leur interaction avec les trafiquants d'êtres humains, ou du nombre toujours plus grand de collèges privés et même d'universités qui recrutent des étudiants internationaux à des frais exorbitants en travaillant avec des consultants en immigration. Il est connu cependant que le niveau des abus révèle un caractère prédateur et est inadmissible. Les « consultants en immigration » font miroiter que devenir un étudiant et recevoir un permis de travail une fois diplômé est une façon d'obtenir la résidence permanente pour les jeunes et les travailleurs étrangers au pays qui sont devenus sans papiers ou dont le permis de travail se termine. Cette méthode est aussi utilisée parmi les personnes éduquées qui viennent au Canada pour la première fois et souhaitent immigrer.

Un permis d'études permet au titulaire de travailler à temps partiel pendant ses études et à plein temps lorsque l'institution fait relâche. Le nombre d'étudiants internationaux qui travaillent pendant leurs études n'est pas publié avec les autres statistiques et n'est peut-être même pas colligé, car un permis d'études permet à l'étudiant de travailler et celui-ci n'a pas besoin de permis de travail avant d'avoir obtenu son diplôme.

Un permis postdiplôme est disponible uniquement après l'obtention du diplôme d'un établissement agréé. Plusieurs personnes se retrouvent dans des institutions qui ne se qualifient pas et ne sont donc pas admissibles. L'emploi après l'obtention du diplôme est la catégorie la plus importante des Programmes de mobilité internationale, avec 101 386 détenteurs de permis au 31 décembre 2016.

Les permis de travail postdiplôme sont valables pour une période de 8 mois à 3 ans : les diplômes postuniversitaires donnent accès à un permis plus long, trois ans, alors que les programmes plus courts donnent accès à un permis plus court. Les personnes qui travaillent en vertu d'un permis postdiplôme peuvent être « invitées » à demander le statut d'immigrant reçu ou doivent quitter le pays. Elles n'ont aucun droit.

Notes

1. Les tables de données sur les détenteurs de permis sont disponibles [ici](#).
2. La liste des établissements approuvés par province est disponible [ici](#).



Opposition au trafic des êtres humains sanctionné par l'État

Une association d'avocats du Québec dénonce l'utilisation de mesures coercitives contre les travailleurs désirant immigrer au Québec

Le 26 février l'Association québécoise des avocats et avocates en droit de l'immigration (AQAADI) a comparu devant la Commission des relations avec les citoyens de l'Assemblée nationale du Québec pour discuter du projet de loi 9, *Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes*.

Au nom de l'AQAADI, l'avocat en droit de l'immigration, Guillaume Cliche-Rivard, s'est opposé à

l'utilisation prévue de la coercition par le gouvernement contre les travailleurs qui cherchent à immigrer au Québec, car cela placerait les personnes dans une situation d'insécurité quant à leur capacité à conserver leur statut de résident permanent. « Il devient résident permanent du Canada au complet et non pas d'une ville ou d'une profession », a-t-il déclaré. Rendre la résidence permanente conditionnelle à une régionalisation des besoins sectoriels en main-d'oeuvre constituerait une violation de l'article 6.2 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, en vertu duquel les résidents permanents ont le droit de déménager et de s'établir n'importe où au Canada, a-t-il ajouté.

Cliche-Rivard a poursuivi en affirmant que le même droit s'applique au travail d'une personne. Les personnes ne peuvent pas être forcées d'accepter un emploi ou menacées de perdre leur statut si elles perdent leur emploi. « Mais la logique où on ajoute en plus un volet coercitif de potentiel retrait de la résidence, c'est là que j'ai un problème parce que ça va toucher des enfants, ça va toucher des familles, ça va toucher des gens qui vont peut-être devoir quitter le Québec parce qu'ils n'auront pas à 100 % répondu à vos conditions », a-t-il déclaré.



Des membres de l'Association québécoise des avocats et avocates en droit de l'immigration devant la Commission des relations avec les citoyens

Le ministre de l'Immigration du Québec, Simon Jolin-Barrette, a dit qu'avant 2016, des conditions pour obtenir la résidence permanente existaient déjà dans la législation sur l'immigration au Québec. « Pour un peuple, pour une nation, c'est fondamental de faire en sorte que l'immigration, au Québec, elle puisse avoir un mot à dire, et donc, à partir du moment où une personne est sélectionnée, en fonction des critères québécois, il en va de soi que le gouvernement du Québec puisse imposer certaines conditions comme c'est le cas pour le gouvernement fédéral lorsqu'on obtient la citoyenneté. Et ça, c'est un choix que nous faisons [...]. Nous réintroduisons un article qui faisait partie des pouvoirs du gouvernement du Québec. »

Reconnaissant néanmoins qu'un résident permanent ne peut pas être contraint de s'établir dans une région donnée, le ministre a suggéré qu'un tel pouvoir puisse être exercé dans le cas d'une entreprise pour une personne reçue en tant qu'immigrant entrepreneur, l'obligeant ainsi à établir son entreprise dans diverses régions du Québec. Le gouvernement « pourrait utiliser cet article pour faire en sorte que les gens connaissent le français », a-t-il ajouté.

Me Cliche-Rivard a répondu en faisant remarquer la contradiction dans la prétention du gouvernement que ses conditions n'obligent pas à la localisation : « Lisez vos propres mots, parce que c'est exactement ça que vous dites. 'On met des conditions à assurer la satisfaction des besoins

régionaux.' Alors, si ça, ce n'est pas une imposition de localisation, vous allez nous l'expliquer. Au sectoriel de main-d'oeuvre, la création régionale d'entreprises ».

Le ministre n'a pas répondu.



Le ministre de l'Immigration du Québec Simon Jolin-Barrette à la Commission des relations avec les citoyens

L'AQAADI a également mis au défi le ministre en ce qui a trait au retard dans le traitement des 18 000 demandes de résidence permanente. L'association avait réussi à obtenir une injonction temporaire de la Cour supérieure du Québec obligeant le ministre à continuer de s'occuper de ces dossiers. La demande exige que le gouvernement termine le traitement des demandes en papier contenant quelque 4 500 dossiers qui avaient été envoyés au ministère avant décembre 2015, car ces dossiers sont complets. Elle suggère ensuite de traiter les 3 700 applications soumises par l'internet de personnes qui résident actuellement au Québec, puisqu'il s'agit de personnes qui ont un permis de travail ou d'études et qui correspondent directement aux besoins du marché du travail et ont déjà démontré leur capacité à s'intégrer. En ce qui a trait aux 10 000 candidatures restantes, il a souligné le fait qu'il y a actuellement 120 000 postes à pourvoir au Québec. Sur cette base, l'AQAADI propose de faire une évaluation rapide du nombre de personnes qualifiées sur la base de la grille d'évaluation utilisée, modifiée la dernière fois en août 2018.

(Photos : site Web de l'Assemblée nationale du Québec)



Des travailleurs migrants de l'Ontario dénoncent le trafic de la main-d'oeuvre dont ils sont victimes

Les travailleurs migrants et leurs partisans dénoncent la situation désastreuse dans laquelle ils se trouvent lorsqu'ils sont recrutés pour venir au Canada et présentent leurs revendications aux gouvernements.

Leny Simbre, présidente de Migrant Ontario, a déclaré que son organisation avait trois revendications. « Premièrement, nous cherchons à mettre en oeuvre une politique qui obligera toutes les agences de recrutement étrangères à obtenir une licence conforme aux normes d'emploi du ministère du Travail. Deuxièmement, nous demandons à tous les employeurs qui recrutent des travailleurs étrangers en Ontario de s'inscrire auprès des Normes d'emploi du ministère du Travail. Troisièmement, nous demandons à la province de l'Ontario de plaider auprès du gouvernement

fédéral afin de fournir la résidence permanente à l'arrivée à tous les travailleurs migrants qui viennent travailler au Canada. »



Lors d'une conférence de presse organisée à Toronto le 10 avril par Migrant Ontario, les travailleuses migrantes Maila Ceguerra, Lourdes De la Pena, Jesse Veneranda et Marisol Bobadilla, ont parlé de leur exploitation par l'agence de recrutement Link4Staff Inc. et de leur ancien employeur Sharon Mushroom Farm ainsi que la poursuite qu'elles ont intentée contre l'agence et l'employeur devant la Cour des petites créances de l'Ontario. Ceux qui se sont battus pour les droits des travailleurs migrants ont appelé le gouvernement de l'Ontario à délivrer des permis aux recruteurs, à inscrire les employeurs et à les tenir conjointement responsables financièrement des frais payés par les travailleurs pour venir au Canada. Ils ont également appelé le gouvernement fédéral à veiller à ce que ces travailleurs obtiennent le statut de résident permanent à leur arrivée.



Les quatre travailleuses migrantes ont lancé une pétition pour réglementer les agences de recrutement étrangères et les employeurs qui embauchent des travailleurs migrants. Pour lire et signer la pétition, [cliquez ici](#).

Depuis mai 2018, ces travailleuses dénoncent et multiplient les plaintes en justice contre les agences de recrutement et leurs employeurs. Grâce à ce travail d'organisation et d'opposition, Lily Miranda, recruteuse pour la société A&L Hammer, et Laxman Marsonia, propriétaire de Sharon Mushroom Farm, font l'objet d'accusations par l'Agence des services frontaliers du Canada d'infractions liées à la traite humaine et d'avoir fait de fausses déclarations en vertu de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*. Un an plus tard, le tribunal ontarien a ordonné à A&L Hammer de rembourser aux travailleurs migrants des frais de recrutement illégalement facturés. La recruteuse Miranda n'a pas été condamnée.

Les travailleurs migrants en Ontario sont confrontés à une situation particulière, distincte des autres

provinces, à cause des lois provinciales non exécutoires et des programmes d'immigration temporaire fédéraux qui favorisent l'exploitation et la traite des humains. Le Manitoba, l'Alberta, la Nouvelle-Écosse et la Colombie-Britannique ont un registre des recruteurs censé conscientiser la population au sujet des employeurs qui embauchent des travailleurs migrants. Toutefois, les permis de travail spécifiques à l'employeur et les flux d'immigration temporaires créent une précarité parmi les travailleurs, limitent leur capacité de faire valoir leurs droits et permettent ainsi leur surexploitation par le travail.

(Communiqué de presse du 8 avril 2019 de Migrant Ontario. Photos: Migrant)



Le traitement des travailleurs migrants dans le secteur de la transformation alimentaire

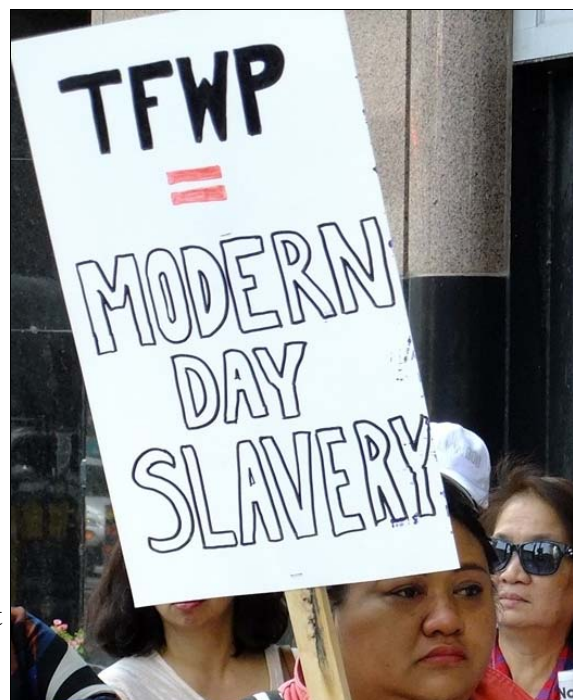
En décembre 2018, *Le Marxiste-Léniniste* a parlé à un organisateur syndical au sujet de ce que font les monopoles du secteur de la transformation alimentaire avec le Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET).

Il a dit que la réglementation fédérale limite le nombre de travailleurs étrangers à 10 % de la main-d'œuvre au sein d'une usine. Ce plafond a été imposé par le gouvernement Harper.

Il a expliqué que des monopoles du secteur de la transformation alimentaire utilisent le programme de différentes manières. Ils établissent des liens d'affaires au sein des gouvernements fédéral et provincial à plusieurs niveaux en rapport avec le programme afin de connaître entre autres choses quel pays est favorisé plus qu'un autre pour tel type d'emploi. Par exemple, il a expliqué que pour faire venir des chauffeurs de camion au Québec, la France est privilégiée parce que la main-d'œuvre est formée et que les travailleurs proviennent d'un pays développé et sont habitués à la production moderne. C'est ce que recherchent les monopoles parce que ça ne nécessite qu'un minimum de formation et que les travailleurs sont prêts à produire rapidement. La relation avec la France n'est pas la même qu'avec un pays en voie de développement.

Une fois que les liens sont faits, le monopole peut passer par des agences de recrutement qu'il a carrément qualifiées de passeurs. Selon lui, cette pratique est une forme d'esclavage moderne. Ces passeurs font affaire avec les bureaux du monopole dans le pays visé pour fournir la main-d'œuvre.

Il explique cependant que, typiquement, le monopole établit ses propres réseaux de contacts et s'occupe de l'embauche directement, fait lui-même ses entrevues, sans passer par les agences. Dans ce processus, il y aurait plusieurs sélections de candidats pour venir au Canada. Les critères pour sélectionner les travailleurs restent méconnus, mais ils sont souvent liés aux politiques racistes du pays en question. Par exemple, la Jamaïque va envoyer davantage les Haïtiens jamaïcains que les Jamaïcains dits « de souche ». Les critères dépendent du pays et des conditions propres à chaque pays. Lorsque la sélection est faite, les contrats sont signés et ils sont



répartis dans les différentes usines du monopole. Généralement, on parle de contrat de deux ans, mais il peut y avoir des exceptions, a-t-il dit.

Selon lui, les monopoles de ce secteur font beaucoup de lobbying auprès des gouvernements pour alléger et déréglementer le Programme de travailleurs étrangers temporaires parce qu'il les sert très bien.

Il a expliqué qu'une fois que le travailleur a terminé son contrat et retourne dans son pays, s'il est embauché encore une fois par la suite par la même compagnie, il repart à zéro, sans ancienneté, même au niveau du salaire. Il est possible que certaines clauses donnent le droit au monopole de mettre à pied des travailleurs étrangers s'il n'en a plus besoin (cela doit être confirmé, a-t-il dit), quelle qu'en soit la raison, et ceux-ci seraient alors expulsés.

Il a parlé d'histoires d'horreur dans lesquelles les travailleurs étrangers se font carrément arnaquer. Il est stipulé dans le PTET que le monopole doit garantir le logis des travailleurs avant que ceux-ci arrivent. Souvent, des entreprises peu scrupuleuses logent les travailleurs dans leurs propres bâtiments à un prix très élevé, ce qui les force à vivre à plusieurs dans un même endroit. Les syndicats ont fait plusieurs griefs pour s'opposer à cela, mais sans succès. Il a conclu en disant qu'il faut mieux faire connaître les conditions dans lesquelles ces soi-disant travailleurs étrangers sont forcés de vivre et de travailler.

L'épreuve de la famille de Gemma Concepcion



Le 27 janvier, l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) a déporté Gemma Concepcion, une travailleuse migrante de 49 ans des Philippines, son conjoint philippin Enrico, lui aussi un travailleur migrant, et leurs deux enfants nés au Canada, Ricca Mae, 12 ans, et Mark Eli, 8 ans. Le combat mené depuis 14 ans par Gemma pour se bâtir une vie productive pour elle et sa famille au Canada a pris fin de façon dramatique à la suite d'une décision de l'État canadien qui ne peut être qualifiée que d'inhumaine. Son combat, qui n'est pas unique, est lié au contrôle impérialiste dans le monde, y compris dans les Philippines natales de Gemma. Les travailleurs dans ce monde impérialiste sont privés des droits qui leur reviennent du fait de leur humanité. Le cas de Gemma est un exemple criant démontrant que la classe ouvrière doit s'unir et organiser pour priver l'élite impérialiste dominante de son pouvoir de priver le peuple de ses droits.

Chaque jour, sans exception, plus de 6 000 travailleurs quittent les Philippines à la recherche d'un monde meilleur pour eux-mêmes et pour subvenir aux besoins des membres de leur famille qu'ils ont laissés au pays. En 2005, Gemma Concepcion était une de ces travailleuses. La pauvreté et le chômage d'une économie philippine dominée par les impérialistes étrangers et leurs fantoches locaux ont fait en sorte qu'elle a dû quitter son pays. Les impérialistes occidentaux et japonais ont colonisé et pillé les Philippines pendant des centaines d'années, y arrachant sa richesse sociale et l'empêchant de développer une économie socialisée moderne de production industrielle de masse sous le contrôle des Philippins en opposition au diktat impérialiste. Les monopoles miniers canadiens sont depuis longtemps directement impliqués dans le vol des ressources minérales des Philippines, s'engageant dans la délocalisation des gens au niveau local et dans l'expropriation de leurs terres et de leurs ressources naturelles, en particulier les peuples autochtones qu'on nomme les Lumad.

La lutte de Gemma Concepcion pour ses droits en tant que travailleuse et être humain

Gemma a accepté une offre d'emploi par le biais d'une agence dans les Philippines pour un travail au Canada alors qu'on lui promettait qu'elle pouvait devenir une résidente permanente après une période déterminée de travail. En échange, les trafiquants humains l'ont forcée à leur remettre 14 000 \$, somme qu'elle a obtenue par la vente d'une partie des terres de sa famille.

Lorsque Gemma est arrivée à Toronto en septembre 2005, elle ne s'était pas rendu compte que l'agence de recrutement était en fait une opération de traite des êtres humains et qu'on lui avait délivré un faux passeport pour qu'elle puisse venir au Canada. Aussitôt qu'elle est arrivée, un représentant de l'agence a confisqué la documentation de Gemma, la laissant « sans papiers ».

Son futur conjoint Enrico, qui était arrivé au Canada l'année précédente, était aussi une victime de traite des êtres humains. Arrivés au Canada, les deux ont travaillé pour une agence qui offrait des services d'entretien ménager et se sont rencontrés alors qu'ils travaillaient à l'entretien des classes et des studios du Ontario College of Arts and Design (OCAD).

Ils ont élevé deux enfants et étaient membres d'une église locale et ont contribué à leur communauté. Aussi vivaient-ils dans un état de terreur en tant que travailleurs « sans papiers ». Leurs deux enfants nés au Canada ont raté plusieurs années d'école publique de crainte qu'ils ne soient ciblés comme le sont les enfants de travailleurs sans papiers.

L'AFSC a arrêté Gemma le 16 janvier 2016 et l'a détenue pendant dix jours, ce qui a traumatisé sa famille. Le pasteur de l'église a versé le cautionnement et la congrégation a conseillé à Gemma et sa famille de communiquer avec Migrant-Ontario — une organisation de défense de travailleurs migrants philippins qui est la filiale provinciale de Migrant-Canada.

En mars de l'année suivante, l'AFSC a accordé un sursis à Gemma pendant que son dossier était à l'étude. Son équipe juridique a soumis une demande de résidence permanente en raison de considérations humanitaires, ce qui a été refusé. Cette décision a fait l'objet d'une révision judiciaire à la Cour fédérale, mais le résultat n'a pas été favorable à Gemma. Pendant ce temps, Migrant-Ontario a organisé des campagnes de financement et des réunions publiques pour faire connaître le cas de Gemma.

Par suite de la décision de la Cour fédérale, l'AFSC a avisé Gemma qu'elle et sa famille seraient déportées le 27 janvier. Le 25 janvier, une action d'urgence a été organisée au centre-ville de Toronto pour faire connaître la situation que vivaient Gemma et sa famille. Le même jour, son avocat a appris que la demande de la Cour suprême du Canada de suspendre la demande de déportation avait échoué.



Rassemblement d'urgence à Toronto en appui à la famille Concepcion le 25 janvier 2019

L'inhumanité envers les victimes du colonialisme et le déni des droits

Ce qui est arrivé à Gemma et à sa famille est injuste et inacceptable. L'élite dominante canadienne n'assume aucune responsabilité pour la création des conditions qui engendrent la migration de masse venant de pays opprimés comme les Philippines ni pour l'abus que subissent les personnes vulnérables aux mains de trafiquants d'êtres humains. Les autorités canadiennes font la sourde oreille lorsqu'il s'agit des vies anéanties de victimes qui sont criminalisées et déportées.

Gemma ne reçoit aucune aide pour récupérer le 14 000 \$ qu'on lui a volé ni pour les dix ans de dur travail qu'elle et son conjoint ont accompli au Canada. Suffit-il de dire que leur rétablissement aux Philippines sera difficile pour les deux enfants qui ont été arrachés à leur école et à leurs amis.

L'État canadien doit rendre des comptes pour ce crime contre Gemma et sa famille et les dizaines de milliers d'autres travailleurs migrants qui ont été maltraités et dont les droits ont été violés.

MacDonald Scott est un des membres de l'équipe juridique qui a appuyé Gemma. Scott a dit qu'ils avaient informé l'AFSC que Gemma était prête à coopérer en cas d'enquête, mais il n'a pas reçu de réponse. Il rappelle que la situation de Gemma est devenue connue parce que plusieurs organisations l'ont appuyée et ont fait valoir la justesse de sa cause. Elle n'est pas la seule migrante à être arrêtée, détenue et déportée comme si elle était un fantôme plutôt qu'un être humain avec des droits et dont le dilemme peut être expliqué de façon historique et personnelle. Lors du rassemblement pour Gemma et sa famille le 25 janvier, il a rappelé que lors de l'élection du gouvernement libéral en 2015, Justin Trudeau avait déclaré publiquement qu'il était opposé à la traite des êtres humains et s'était engagé à agir. Scott a demandé à Trudeau d'agir ici et maintenant et de mettre fin à la procédure d'expulsion de l'ASFC contre Concepcion, ce qu'il refuse de faire.



Par le biais de programmes tels que le Programme des travailleurs étrangers temporaires, le Programme des travailleurs agricoles saisonniers et d'autres, l'État canadien transforme les travailleurs partout dans le monde et en particulier ceux des pays pauvres et opprimés en proies vulnérables à la traite des êtres humains et aux employeurs canadiens sans scrupules, qui ne les

perçoivent qu'en tant qu'objets bons à exploiter et à jeter. Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) appelle tous les Canadiens à s'unir et à travailler ensemble pour doter le pays d'une nouvelle direction par laquelle les droits de tous et toutes sont garantis sans exception. Nous sommes une seule humanité ! Les droits de tous sont inaliénables ! Organisons-nous et luttons pour le Nouveau !



Manifestation en Ontario à la défense du système de santé public

Des milliers de personnes disent au gouvernement Ford de ne pas couper dans les investissements en santé



Quelque 10 000 travailleurs de la santé et personnes de tous les milieux, des grandes et petites villes de l'Ontario, se sont rassemblés à Queen's Park le 30 avril pour demander au gouvernement de l'Ontario d'arrêter les compressions draconiennes qu'il entend faire dans les soins de santé publics.

Les autobus sont venus de partout dans le sud de l'Ontario et d'aussi loin qu'Ottawa, Timmins, Sudbury et Sault-Sainte-Marie. Le Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario/Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) a rempli à lui seul 35 autobus. Beaucoup ont pris congé pour participer à la manifestation.

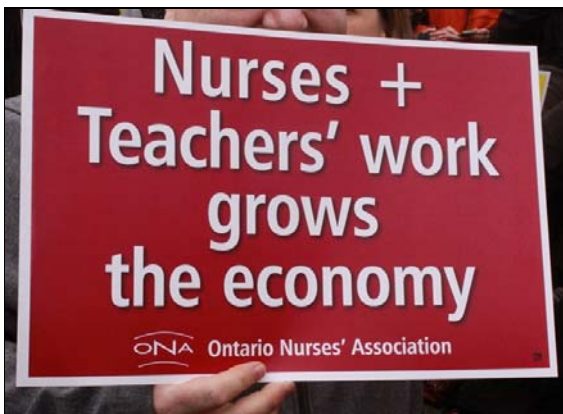
Des sections locales du secteur de la santé du CSHO/SCFP, de l'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario, du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, du Syndicat international des employés des services, d'Unifor et du Conseil des charpentiers et menuisiers étaient présentes au rassemblement. Elles représentaient de nombreux domaines du secteur, infirmières, paramédicaux et autres premiers intervenants, préposés aux services de soutien personnels, étudiants en sciences infirmières et plusieurs autres. Tous sont venus faire entendre leur voix.



Les manifestants ont parlé des difficultés auxquelles ils sont déjà confrontés en raison du manque de personnel et du manque de financement des soins de santé publics et ils ont affirmé leur détermination à empêcher de nouvelles réductions et la privatisation, et à lutter pour protéger et développer les soins de santé publics. Le système de soins de santé appartient au peuple de l'Ontario et nous devons avoir notre mot à dire sur la façon dont il est géré, ont souligné les intervenants.

Les travailleurs de la santé ont été rejoints par des contingents d'autres syndicats représentant les métallos, les enseignants des écoles primaires et secondaires les travailleurs de l'éducation, les postiers et les travailleurs du secteur de l'alimentation, et bien d'autres.

Les personnes qui ont formé des comités de citoyens pour sauver leurs services hospitaliers locaux à la suite de la dernière ronde de restructurations ont déclaré à la foule qu'elles étaient confrontées à une menace beaucoup plus grande. Le gouvernement Ford a promulgué une nouvelle loi qui octroie au gouvernement et aux personnes nommées au sein de la nouvelle superagence des soins de santé des pouvoirs extraordinaires pour restructurer, couper, transférer, fermer et privatiser les services de santé. Ils ont juré d'arrêter toute nouvelle tentative de démanteler leurs services. Certains intervenants étaient des patients qui ont parlé de leur expérience et de leurs préoccupations envers les mégafusions et la restructuration de la santé.

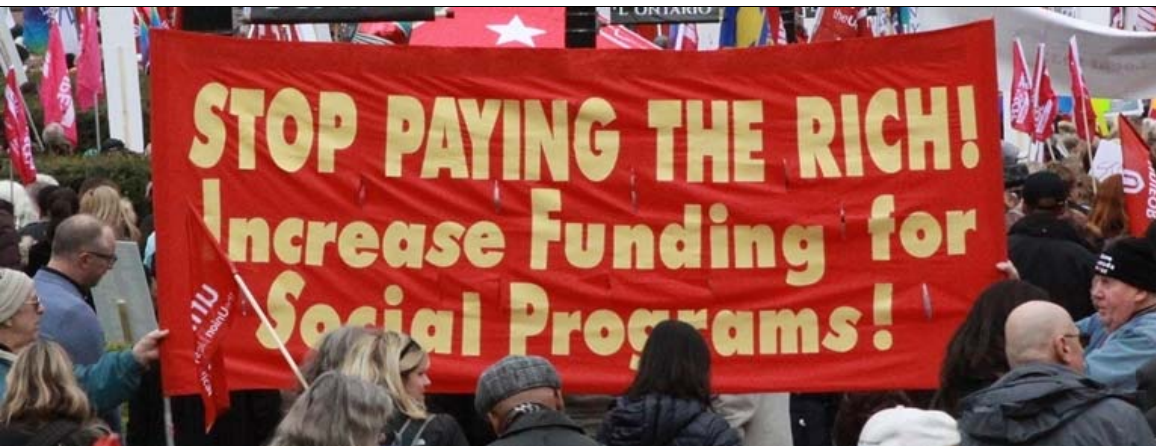


La Coalition ontarienne de la santé, qui organisait également des assemblées publiques dans plusieurs villes, a lancé l'appel à se mobiliser pour le rassemblement. « Pour la première fois, plus de 150 000 professionnels de la santé, infirmières, personnel de soutien, médecins et des dizaines de milliers de défenseurs des droits des patients se réunissent pour une journée d'action en faveur de la santé, unis par leur profonde préoccupation que le gouvernement Ford envisage de privatiser à une échelle sans précédent les soins de santé », a déclaré la Coalition dans un communiqué.

Natalie Mehra, directrice générale de la Coalition ontarienne de la santé, a dit lors du rassemblement : « Le gouvernement de Doug Ford n'a aucun mandat pour imposer des compressions et privatiser les soins de santé publics. Pas un mot de cela n'a été prononcé lors des élections. » Elle a ajouté : « Les soins de santé appartiennent au peuple de l'Ontario, nous les finançons et nous travaillons depuis un siècle dans nos communautés pour construire nos hôpitaux publics et mettre sur pied nos services de santé locaux. Nous demandons, monsieur Ford, que vous amélioriez le système de santé tel que promis. Non aux coupures, à la privatisation et aux mégafusions. Si vous essayez de fermer ou de privatiser nos services de soins de santé locaux, nous allons mener la lutte dans chacune de nos communautés, à toutes les étapes du processus. »







(Photos : LML,SCFP, FTO)

**Des solutions centrées sur l'être humain sont requises pour
faire face aux inondations du printemps**

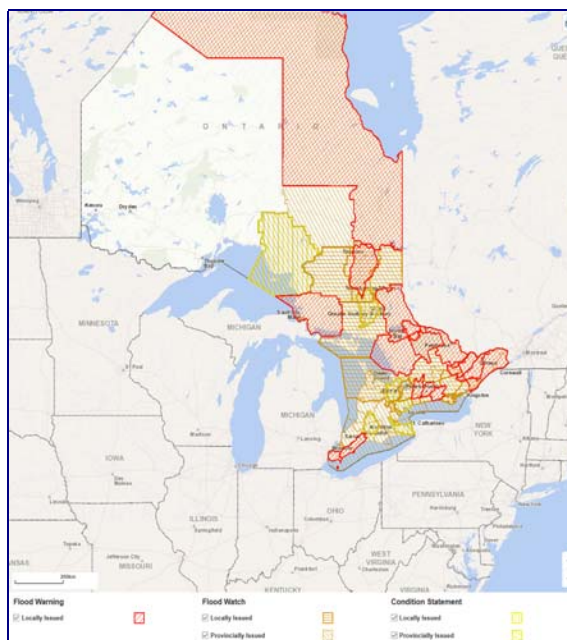
Des inondations dévastatrices au Québec, en Ontario et au Nouveau-Brunswick



À l'oeuvre pour repousser les eaux d'inondation au Québec

Des inondations dévastatrices ont gravement touché les régions du Québec, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario. Un rapport provisoire publié le 28 avril par Urgences Québec indiquait qu'au Québec, 6 424 habitations ont été inondées, 3 508 habitations ont été isolées par les eaux et 9 522 ont été évacuées. Au Nouveau-Brunswick, l'organisation de gestion des situations d'urgence de la province a annoncé qu'en date du 2 mai, 518 ménages (1 262 personnes) s'étaient inscrits auprès de la Croix-Rouge et que 141 ménages (410 personnes) étaient hébergés. En Ontario, bien que la province elle-même ne semble pas avoir publié de chiffres d'ensemble, le ministre fédéral de la Sécurité publique, Ralph Goodale, a déclaré le 30 avril qu'environ 1 600 personnes avaient été évacuées de leur domicile, la plupart d'entre elles appartenant à la nation Kashechewan du nord de l'Ontario, à la Baie James (voir article ci-dessous).

Les zones touchées au Nouveau-Brunswick sont concentrées le long du cours supérieur du fleuve Saint-Jean au nord de la province, ainsi que du cours inférieur du fleuve Saint-Jean au sud, y compris Fredericton et Moncton. En Ontario, les régions touchées comprennent une grande partie

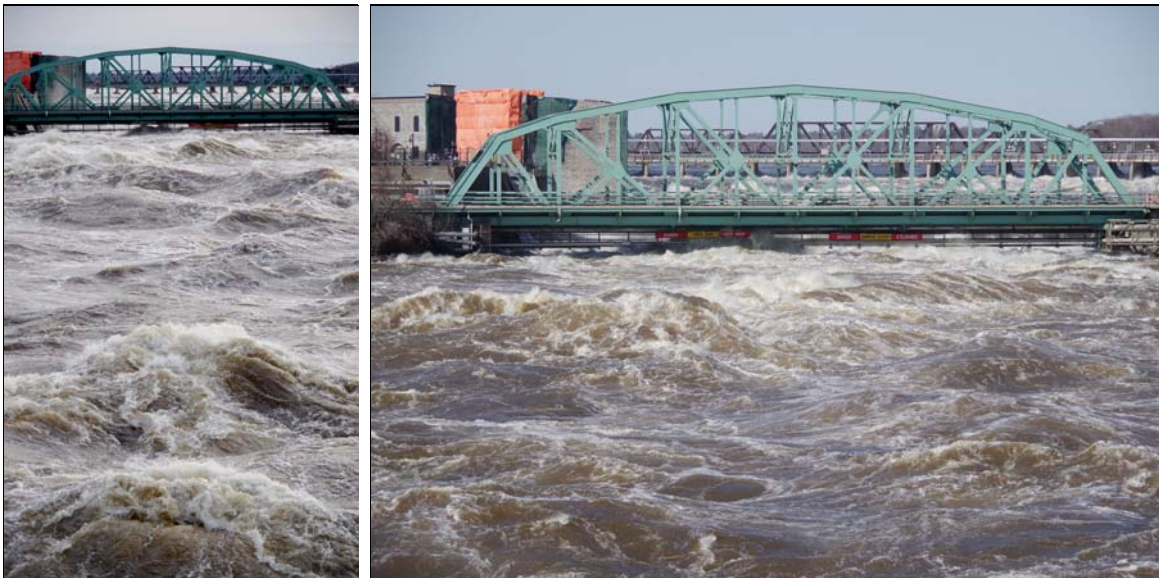


Carte du ministère des Richesses naturelles de l'Ontario indiquant les zones d'avertissement et de surveillance d'inondation dans la province, le 2 mai 2019. (Cliquer pour agrandir)

de l'est de la province, en particulier la vallée de l'Outaouais, le long de la rivière des Outaouais. Le Québec a été le plus durement touché, les régions les plus touchées étant les Laurentides et l'Outaouais. Les autres régions touchées sont la région de Québec, le Centre-du-Québec, Chaudière-Appalaches, l'Estrie, Lanaudière, Laval, la Mauricie, la Montérégie et Montréal. Dans les Laurentides, le nombre de personnes touchées a fortement augmenté en raison de la rupture d'une digue à Sainte-Marthe-sur-le-Lac, qui a inondé un tiers de la municipalité. De nombreuses mesures d'urgence sont prises par divers services publics au Québec, en Ontario et au Nouveau-Brunswick pour améliorer la situation et aider les victimes. Les résidents de ces régions et d'autres au Canada expriment une immense solidarité sociale pour venir en aide aux populations touchées et limiter le plus possible l'ampleur des inondations. Cette solidarité inestimable dans cette situation urgente montre le sentiment des gens de s'unir et de veiller au bien-être des uns et des autres tous, en montrant comment un peuple s'unit face à l'adversité.

Les niveaux d'eau commencent à baisser au Québec et dans les deux provinces touchées, mais le processus de relèvement sera difficile et la situation rendue plus difficile par les calculs cyniques des gouvernements et des hommes politiques qui voient ces catastrophes comme une occasion de se servir. Par exemple, le premier ministre du Québec, François Legault, a déclaré que ce qui est en jeu, c'est la prétendue acceptabilité sociale de demander aux contribuables de payer la facture des secours en cas de catastrophe. Une fois qu'un certain seuil d'assistance financière est dépassé, les victimes doivent déménager, a-t-il déclaré, faisant complètement fi de la situation financière de nombreuses victimes et du jeu de contracteurs sans scrupules. On sait que certaines personnes n'ont même pas surmonté les effets des inondations des années précédentes. Non seulement chacun doit recevoir l'aide nécessaire, mais il faut aussi mettre en place des mesures pour protéger le plus possible les municipalités riveraines afin qu'elles puissent se maintenir.

La solidarité sociale, les mesures visant à protéger les communautés situées le long des basses terres près des rivières et des lacs des effets des changements climatiques, les efforts de secours en cas de catastrophe et la lutte contre les changements climatiques font partie intégrante de la vie moderne qui met le bien-être de tous en premier.



Le pont des Chaudières, l'un des cinq ponts reliant Gatineau à Ottawa, est fermé depuis 6 h, le 28 avril 2019. Le plus bas des ponts interprovinciaux ne sera réouvert que lorsque les eaux se seront suffisamment retirées pour permettre d'évaluer les dommages causés par le niveau élevé des eaux rapides.



Photo de Transport Canada des inondations à Pointe-Gatineau au confluent des rivières Outaouais et Gatineau

(Photos : J. Masson, LML)

Un rassemblement de la Première Nation Kashechewan pour exiger que les gouvernements fédéral et provincial relocalisent la communauté de façon permanente



La communauté de la Première Nation de Kashechewan du Nord de l'Ontario a manifesté devant le Parlement le mardi 30 avril pour exiger du gouvernement Trudeau qu'il respecte son engagement de relocaliser la communauté, en vertu d'une entente tripartite à ce sujet conclue en 2017 entre la

Première Nation de Kashechewan, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement fédéral.

Plusieurs jeunes et enfants ont participé au rassemblement, tout comme plusieurs qui sont venus exprimer leur appui. Une jeune personne est intervenue pour dire que les jeunes de Kashechewan veulent un avenir prometteur, mais sont plutôt confrontés tous les printemps à l'insécurité de se voir déracinés alors qu'ils sont envoyés dans des centres d'évacuation dans différents endroits en Ontario. D'autres ont exprimé leur profonde sympathie envers les victimes des inondations en Ontario, au Québec et au Nouveau-Brunswick. Un autre orateur a souligné l'urgence de la situation et a soulevé que les enfants présents devaient être à l'école, mais que chaque année leur éducation est interrompue et cette année ils ont dû se rendre jusqu'à Ottawa pour exiger que les engagements pris envers eux soient respectés et qu'ils soient traités avec la dignité qui leur revient.



Le Kashechewan est situé sur la rive nord de la rivière Albany, à proximité de la rive ouest de la baie James. Chaque année, lorsqu'a lieu la débâcle de la rivière, le débit de l'eau qui se jette dans la baie est obstrué, et en même temps le débit d'eau provenant de la fonte des neiges augmente. Les gens doivent déclarer un état d'urgence à la suite des crues printanières et être évacués, comme ils le font depuis les 17 dernières années.

Cette année, l'état d'urgence a été déclaré le 14 avril. La date initiale des évacuations pour les 2 500 personnes a été fixée au 15 avril plutôt qu'au 21 en raison de la fonte rapide des neiges. Durant l'évacuation, un pont aérien d'hélicoptères et d'avions commerciaux et militaires a permis d'évacuer les résidents les plus vulnérables vers d'autres communautés nordiques, telles que Timmins, Wawa, Smooth Rock Falls, Fort Frances, Matachewan et Kapuskasing, et même plus au sud vers Stratford. En général, ils ne peuvent retourner chez eux avant plusieurs semaines et même pas avant deux mois. En 2014, l'opération d'évacuation a été estimée à 21 millions de dollars. Ce chiffre ne tient pas compte des sommes requises pour l'inspection, le nettoyage et la réparation des édifices endommagés par l'inondation.

La Première Nation de Kashechewan et celle de Fort Albany (situées sur la rive sud de la rivière Albany) formaient à l'origine une seule communauté crie qui a été divisée à la suite d'un conflit religieux instigué par les missionnaires. Les catholiques romains ont déménagé sur la rive sud de la rivière et les anglicans au nord. En 1957, un agent indien a « recommandé » que la communauté établie sur la rive nord se relocalise plus près du magasin de la baie d'Hudson pour être plus près des marchandises transportées par les chalands. Cette recommandation a été rejetée parce que, comme l'avaient souligné les aînés cris, cet endroit était la zone la plus basse de la région et était facilement inondable. Le gouvernement a néanmoins commencé à bâtir un village à cet endroit. Deux mois plus tard, le gouvernement a envoyé la GRC pour faire respecter la « recommandation ».[1][2] Les gens de Kashechewan sont confrontés aux dangers d'inondations printanières depuis ce temps.

L'entente de 2017

Le 31 mars 2017, le gouvernement du Canada, le gouvernement de l'Ontario et la Première Nation de Kashechewan ont conclu un accord-cadre pour la relocalisation de la communauté autochtone en amont de la rivière. La majorité de la communauté avait voté en faveur d'une telle entente avant qu'elle ne soit conclue. Selon un communiqué de presse publié le jour même de l'entente, les parties « s'engagent à dresser un plan d'action visant à assurer la durabilité de la collectivité à court, à moyen et à long terme, en insistant sur l'amélioration des résultats dans des domaines prioritaires, comme le logement, la durabilité socioéconomique, les programmes et les installations relatifs à la santé, le développement de l'infrastructure, les écoles et les aménagements communautaires.



Cette initiative de coopération annonce un avenir meilleur pour les membres de la Première Nation de Kashechewan et comprendra l'étude d'options de réimplantation de la collectivité.

Un comité directeur, formé de représentants de la Première Nation de Kashechewan, du ministère des Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation de l'Ontario, d'Affaires autochtones et du Nord Canada et de Santé Canada, assurera une fonction générale de surveillance et d'orientation du plan d'action qui aura été élaboré. Le Comité remettra aux parties un rapport annuel sur les progrès accomplis au regard de l'accord-cadre. »

Le 30 avril, le ministre des Services autochtones Seamus O'Regan a dit aux journalistes qu'il ne proposait aucun échéancier pour la relocalisation, mais a dit que le gouvernement collabore avec la communauté Kashechewan pour que le tout se réalise le plus tôt possible. Le ministre O'Regan, selon un reportage de CBC, aurait dit que le gouvernement fédéral est à l'oeuvre pour obtenir la terre en question du gouvernement de l'Ontario. Dès que cette question sera réglée, on devra construire une route pour se rendre au site et faire un recensement cadastral. Suivrait une période de consultation au cours de laquelle une ébauche de la nouvelle ville sera élaborée.

Le 28 avril, la situation des Kashechewan a été soulevée à l'Assemblée législative ontarienne à la période de questions. Répondant à des questions du NPD, le ministre de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines et des Affaires autochtones, Greg Rickford, a déclaré : « Nous avons un plan pour les Kashechewan pour éviter qu'ils soient délocalisés chaque année à la suite des inondations et en raison du niveau du site où la communauté se trouve présentement. » Il n'y a pas eu davantage d'information jusqu'ici à ce sujet.

Le refus de relocaliser les Kashechewan dans un délai convenable met en lumière les injustices de longue date commises contre cette communauté. En 2005, celle-ci a déclaré une crise d'eau potable à la suite d'une contamination de E. Coli. De telles contaminations de l'eau et les avis d'ébullition qui s'ensuivent auxquels sont confrontées plusieurs autres communautés autochtones peuvent venir des conséquences des inondations. Entretemps, ce serait un euphémisme que de prétendre que l'éducation des jeunes est interrompue par les inondations printanières. Face à l'appauvrissement et au désespoir qu'on leur impose en raison des relations coloniales du Canada avec les Premières Nations, les jeunes de Kashechewan, comme tous les autres jeunes autochtones partout au pays, ont souvent recours au suicide pour échapper à leur souffrance.

Au moment où partout au Canada les gens vivent les conséquences des crues printanières et la possibilité que la situation s'aggrave en raison des changements climatiques, l'épreuve vécue par les Kashechewan depuis plusieurs décennies ne doit pas être oubliée et les gouvernements fédéral et provincial doivent rendre des comptes pour cette négligence criminelle.



Notes

1. « How Kashechewan Created a Political Stampede », Julius Strauss, *Globe and Mail*, 4 novembre 2005

2. *Invisible North : The Search for Answers on a Troubled Reserve*, Alexandra Shimo, Dundurn Press (Toronto, 2016)

(Photos: LML)

Défense du principe de la souveraineté de tous les pays

Cuba et ses amis affirment audacieusement son droit d'être

Alors que le gouvernement américain intensifie sa tentative irrationnelle d'isoler et d'étouffer Cuba, le peuple révolutionnaire cubain et ses amis du monde entier se sont rassemblés à l'occasion du Premier Mai pour affirmer que, quoi qu'il advienne, Cuba n'est pas seule et les États-Unis n'atteindront jamais leur objectif réactionnaire. Cette prise de position du peuple cubain et le soutien fraternel des peuples du monde sont plus importants que jamais à l'heure où les impérialistes américains lancent une nouvelle campagne d'hostilité contre Cuba et le Venezuela.

Le point culminant du Premier Mai a été la convergence emblématique d'un million de personnes et la marche vers la place de la Révolution à La Havane, ainsi que les défilés du Premier Mai le long des avenues et des places centrales du pays. Les marches ont réaffirmé le soutien des travailleurs au caractère socialiste de la Révolution, aux accords conclus au 21^e Congrès de la Centrale des travailleurs cubains (CTC) et à la nouvelle constitution proclamée le 10 avril devant l'Assemblée nationale du pouvoir populaire. Le 500^e anniversaire de la capitale, La Havane, est également célébré cette année.

Partout au pays, les contingents de soins de santé ont organisé des marches en reconnaissance des résultats obtenus en 2018, notamment un taux de mortalité infantile de 4,0 pour 1 000 naissances, la

revitalisation du programme de médecin de famille avec un retour aux concepts fondamentaux et une espérance de vie de près de 80 ans. Parmi ces contingents se trouvent les quelque 8 000 collaborateurs qui ont participé au programme brésilien Mas Médicos jusqu'à ce qu'ils soient obligés de rentrer chez eux après avoir été attaqués par le président Jair Bolsonaro. Des professeurs et des étudiants des facultés de médecine, notamment de l'École latino-américaine de médecine, qui forme tant de jeunes d'autres pays, se trouvaient dans ces contingents.



Santiago Badía González, secrétaire général du Syndicat national des travailleurs de la santé, a expliqué à *Granma Internacional* que le Premier Mai était une fête des travailleurs et que des contingents du secteur de la santé et d'autres travailleurs « vont défiler pour défendre nos réalisations, comme une réaffirmation du socialisme, et un soutien aux leaders historiques de la Révolution et au président Miguel Díaz-Canel ».

Le 21e Congrès de la Centrale des travailleurs cubains



Session du 21e Congrès de la Centrale des travailleurs cubains, 23 avril 2019

Des représentants de plus de 16 pays et une trentaine d'organisations liées à la CTC ont participé aux activités qui ont précédé le Premier Mai et le 21e Congrès du mouvement syndical cubain à La Havane du 20 au 24 avril. En plus d'écouter les discussions sur les problèmes et préoccupations liés au travail, ils ont eu un horaire complet de visites aux installations de production où ils ont pu interagir directement avec les travailleurs.



Le président cubain Miguel Díaz-Canel assiste à la session du Congrès de la Centrale des travailleurs cubains, le 22 avril 2019.

« Notre objectif principal est d'amener les gens à voir comment nous développons le pays et les circonstances dans lesquelles nous le faisons. Nous espérons qu'ils transmettent ce qu'ils ont appris, car les informations sur Cuba sont rares et ce qui est publié va à l'encontre de la Révolution », a dit le secrétaire général de la CTC, Ulises Guilarte de Nacimiento, à la presse.

Il a ajouté que l'objectif principal est de montrer comment les travailleurs exercent leurs droits syndicaux et que les visiteurs parcourent librement les rues, écoutant les opinions des Cubains. « Nous voulons qu'ils voient les torts causés par le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis, principalement les pénuries que vit population et le manque de ressources. »

Guilarte, également membre du Bureau politique du Parti communiste cubain, a noté que chaque année, des groupes de solidarité du monde entier organisaient des actions de soutien à Cuba, demandant à leurs gouvernements de voter pour la levée du blocus à l'Assemblée générale des Nations unies, devant l'impact subi par le peuple cubain en termes de fournitures, de moyens de production, de matières premières et de pièces détachées.

Il a souligné que le président interventionniste Donald Trump a récemment fait monter le ton avec de nouvelles sanctions imposées aux gouvernements cherchant à construire des sociétés anticapitalistes, et a évoqué les sanctions annoncées par le vice-président américain Mike Pence à 34 navires appartenant à la société pétrolière d'État du Venezuela ou exploités par PDVSA qui transporte le pétrole à Cuba, ainsi que deux autres sociétés.

Guilarte a déclaré que le Congrès de la CCT avait réussi à générer des idées pour améliorer l'efficacité, base indispensable du progrès économique à Cuba. Il a cité la déclaration officielle publiée par les délégués en solidarité avec la révolution bolivarienne au Venezuela, avec tous les peuples du monde luttant pour des causes justes, pour la paix, l'indépendance, la souveraineté et contre les politiques néolibérales et discriminatoires imposées par les États-Unis.

Rencontre mondiale de solidarité

Le 2 mai, au Palais des Congrès de Cuba, plus de 1 000 militants d'Amérique latine, d'Europe, d'Afrique, d'Asie et des États-Unis ont assisté à la Réunion mondiale de solidarité avec Cuba.

Ulises Guilarte, secrétaire général de la CTC, a déclaré dans ses remarques d'ouverture que venir à Cuba à cette époque est une preuve de courage et d'engagement politique, soulignant que certains avaient « violé » les lois extraterritoriales du blocus américain pour venir. Il a parlé des actions interventionnistes du gouvernement américain et de l'intensification du blocus économique, commercial et financier contre Cuba avec l'application du Titre III de la *Loi Helms-Burton*. Il a souligné l'importance de maintenir et de défendre « nos projets sociaux et de ne pas nous plier aux ordres de l'empire ».



Au cours de la réunion, qui cette année était dirigée contre la guerre et pour la paix dans le monde, Guilarte a réaffirmé la solidarité de Cuba avec le Venezuela, tout en réclamant la libération de l'ancien président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva.

L'ambassadeur du Venezuela à Cuba, Adan Chavez, a affirmé que, malgré l'intervention du gouvernement américain dans son pays, les Vénézuéliens ont résisté et continueront de résister.

Fernando Gonzalez, président de l'Institut cubain d'amitié avec les peuples (ICAP), a souligné l'importance du travail des militants qui organisent la solidarité internationale avec Cuba et a souligné que Cuba compte sur ces amis dans les circonstances actuelles. Il a également invité les personnes présentes à prendre part à la Rencontre de solidarité anti-impérialiste hémisphérique, pour la démocratie et contre le néolibéralisme, qui se tiendra à La Havane en novembre, qui fera appel à tous les mouvements de solidarité, aux syndicalistes, aux jeunes, aux étudiants et à tous ceux qui s'opposent à la réaction et à la rétrogression dans leur région.



Les délégations internationales ont partagé leurs revendications en matière de justice sociale et se sont prononcées contre l'agression dirigée par les États-Unis contre le Venezuela et les campagnes médiatiques visant à saper le gouvernement sandiniste du Nicaragua. Ils ont également exprimé leur solidarité avec les syndicats argentins dans leur lutte contre le néolibéralisme et ont appelé à la libération de l'ancien président brésilien Luiz Inácio Lula Da Silva.

(Photos : Cuba Debate, Prensa Latina)



Le peuple vénézuélien, coude-à-coude avec le gouvernement bolivarien et les Forces armées, fait échec à la tentative de coup d'État de l'opposition



Rassemblement à Caracas le 1er mai 2019

Le 1er mai, il a été signalé que des centaines de milliers de travailleurs vénézuéliens et de sympathisants de la révolution bolivarienne ont envahi les rues de villes du pays, ce qui aurait été l'une des plus grandes mobilisations du pays depuis des années. Le 1er mai a pris un sens nouveau cette année, un jour à peine après que les forces populaires eurent joué un rôle décisif dans la mise en échec de la dernière tentative des forces de l'opposition soutenues par l'étranger de renverser le gouvernement constitutionnel du pays, sortant par dizaines de milliers pour aller entourer le palais présidentiel et le siège du gouvernement bolivarien dès l'annonce d'une tentative de coup d'État avec la participation de militaires.

Aux premières heures du 30 avril, le chef de l'opposition et soi-disant « président », Juan Guaidó, a envoyé un message appelant ses partisans dans les rues en donnant l'impression qu'une partie importante de l'armée vénézuélienne avait changé de camp et pris le contrôle d'une base militaire à Caracas. Mais la vérité était autre chose. À l'exception d'un très petit nombre d'officiers qui ont rompu les rangs, les forces armées boliviariennes ont fermement défendu la constitution et sont restées fidèles à leur commandant en chef, le président Nicolás Maduro. De plus, la poignée d'officiers supérieurs impliqués dans l'organisation de la mutinerie ont menti à leurs subordonnés pour les inciter à prendre part à leur mission de trahison, affirmant que l'objectif était différent et légitime. Quand il est devenu clair pour ceux qui étaient manipulés de quoi ils feraient partie, la grande majorité ne voulait rien avoir à faire avec cela et a rebroussé chemin. Dans une vidéo, un membre de la Garde nationale témoigne de ce qui s'était passé et de qui l'avait incité.

La réponse des travailleurs à la trahison qui s'est déroulée le 30 avril a été rapide et décisive. Ils se sont levés pour répudier les forces du coup d'État et leurs commanditaires étrangers en entourant le palais de Miraflores, déterminés à défendre le droit de tous les Vénézuéliens de vivre en paix, en tant que peuple souverain et indépendant, libres d'élire des gouvernements de leur choix et de tracer leur propre voie sans s'incliner devant les menaces et l'ingérence impérialistes.

La seule libération qui ait finalement eu lieu dans le cadre de l'opération « Liberté » a été celle de Leopoldo López, mentor de Juan Guaidó et chef du « Parti de la volonté populaire » auquel ils appartiennent, qui s'est échappé de la surveillance à domicile prétendument avec l'aide de renégats du service national de renseignement.



Les travailleurs entourent le Palais Miraflores en réponse à la tentative de coup d'État le 30 avril 2019

Quelques heures après avoir été appelée à la rue, une foule nombreuse de partisans de l'opposition réunis dans un quartier prospère de Caracas s'était dispersée. Ils se sont vu barrer la voie au Miraflores par les partisans du gouvernement et les forces de sécurité.



En début d'après-midi, une poignée de renégats des forces armées, quelques politiciens de l'opposition et quelques centaines de vandales commandés par López et Guaidó, n'ayant pris le contrôle de rien, se sont retrouvés seuls et ont été coupés du passage d'une autoroute. Certains ont tiré des coups de feu et d'autres ont lancé des cailloux et des cocktails Molotov sur la base militaire voisine avant de se sauver. Le condamné évadé, López, s'est d'abord rendu à l'ambassade du Chili, puis à la résidence de l'ambassadeur de l'Espagne, où lui et sa famille sont restés en tant qu'« invités ». Vingt-cinq membres de l'armée se sont réfugiés à l'ambassade du Brésil.

En dépit de la débâcle qu'il a présidée le 30 avril, Guaidó a appelé ses partisans à se rassembler à nouveau dans les rues le 1er mai, puis tous les jours suivants, pour poursuivre la « phase finale » de l'« Opération Liberté » avec une grève générale éventuelle. Alors qu'une contre-manifestation de l'opposition à la marche massive de la Journée des travailleurs dirigée par le président Maduro avait eu lieu le 1er mai, les observateurs ont rapporté qu'elle était loin d'être la « plus grande marche de l'histoire du Venezuela », comme l'avait demandé Guaidó.

En dépit de la rhétorique de Guaidó et de ceux qui lui donnent les ordres à propos d'une « transition pacifique », l'appel à la continuation des actions de rue a plutôt signalé que les oligarques nationaux et étrangers à l'origine de la cruelle guerre hybride menée contre le peuple vénézuélien ont l'intention de lancer une nouvelle vague de violences de rue déstabilisantes, comme avec les « guarimbas » meurtrières de 2014 et 2017. L'objectif sera de faire des victimes afin que Nicolas Maduro puisse être blâmé pour « la répression brutale d'activistes pacifiques de la démocratie » - en dépit des faits - pour justifier les nouveaux mouvements agressifs que les États-Unis et leurs collaborateurs décident de prendre.

Les États-Unis réagissent à la tentative de coup d'État infructueuse

L'administration Trump s'est avérée intimement impliquée dans la tentative de coup d'État de

plusieurs manières. Lorsque ses efforts n'ont pas donné les résultats escomptés, le ministre de la Défense vénézuélien et d'autres hauts responsables ayant rejeté les tentatives américaines de les racheter comme s'ils étaient des mercenaires sans honneur, la Maison-Blanche a intensifié sa guerre psychologique. Les menteurs en série John Bolton et Elliot Abrams ont commencé à raconter des histoires concernant un « accord » qu'ils auraient obtenu pour que Maduro démissionne jusqu'à ce que la Russie intervienne et lui dise de ne pas le faire.



Les forces armées boliviennes réitèrent leur loyauté envers le président Maduro le 2 mai 2019.

Pour sa part, le président Trump a choisi de blâmer Cuba pour l'incapacité des États-Unis et des forces qu'ils commandent à faire des progrès pour renverser le gouvernement de Nicolás Maduro. Il a menacé Cuba d'un « embargo total et complet » et de « sanctions au plus haut niveau » si elle ne met pas fin à ce qu'il appelle l'« ingérence militaire » de Cuba au Venezuela, ignorant ce que Cuba a maintes fois déclaré ne pas avoir de troupes Venezuela et qu'aucun Cubain ne participe à des opérations militaires ou de sécurité dans le pays, ce que les agences de renseignement américaines savent très bien.

La réaction du Groupe de Lima

L'illégitimité et le gangstérisme du Groupe de Lima et de ses membres, y compris le Canada, ont aussi été mis en évidence. Après avoir organisé une téléconférence précipitée le 30 avril, dix de ses membres, dont l'envoyé de Guaidó, le prétendu représentant du Venezuela, ont émis une déclaration exprimant leur « plein appui aux actions entreprises au cours des derniers jours par le peuple vénézuélien, sous le leadership du président par intérim, Juan Guaidó, pour rétablir l'état de droit au Venezuela, et ce de manière pacifique et fidèle à l'ordre constitutionnel ». Aussi ont-ils souligné que la tentative de Guaidó et de Leopold Lopez de diriger l'insurrection armée pour renverser le gouvernement constitutionnel du pays et possiblement instiguer une guerre civile n'avait rien d'un coup d'État !

Dans une deuxième déclaration, émise lors d'une réunion d'urgence convoquée le 3 mai à Lima, suivant la même logique perverse, le groupe prétend que le coup raté avait été tenté pour « restaurer l'état de droit de façon pacifique » au Venezuela. Aussi tente-t-il, sans preuves à l'appui, d'associer le « régime » de Nicolás Maduro et même les membres de sa famille et ceux qui l'appuient à des activités criminelles, l'accusant par exemple de constituer une « menace » parce qu'il aurait offert asile à « des groupes terroristes opérant sur le territoire colombien ». Aussi tente-t-on de toute évidence de peindre le Venezuela en État hors-la-loi et de convaincre le Conseil de sécurité de l'ONU d'autoriser une intervention contre lui, en soulevant, sans aucune preuve à l'appui, que le Venezuela

tenterait de « déstabiliser les institutions colombiennes », « menacer la vie et la sécurité du président Ivan Duque » et « miner la sécurité régionale ». Le ministre des Affaires étrangères du Venezuela, Jorge Arreaza, avait déjà prévenu que Duque tenterait d'utiliser de tels mises-en-scènes contre le Venezuela dans le but de justifier une intervention militaire contre lui.

Un nouvel élément s'est immiscé dans la déclaration du 3 mai du Groupe de Lima, à l'effet que les membres du groupe « s'entendent pour prendre les mesures nécessaires afin que Cuba participe à la recherche d'une solution à la crise au Venezuela ». Le même jour, le premier ministre Justin Trudeau a publié une nouvelle sur son site web qu'au nom du Groupe de Lima il avait discuté de la « crise continue au Venezuela » avec le président Miguel Diaz-Canel de Cuba, et « souligné son intérêt pour le « maintien des élections libres et équitables au Venezuela, et le respect de sa constitution ». Au sujet de leur discussion sur la question du Venezuela, le président Diaz-Canel a dit : « J'insiste sur la nécessité de dialogue avec le président Maduro fondé sur le respect de la souveraineté du Venezuela et du droit international, sans menaces ni ingérence étrangère. »

La réaction de CARCOM

La Communauté des Caraïbes (CARICOM) a aussi émis une déclaration le 3 mai dans laquelle on peut lire : « La solution à la crise au Venezuela viendra d'une démarche interne pacifique, loin des menaces et du recours à la force ». CARICOM « va continuer de surveiller la situation de près et demeure convaincue que les principes de non-ingérence et de non-intervention dans les affaires d'États, de respect pour la souveraineté et le cadre constitutionnel et de respect de l'état de droit, des droits humains et de la démocratie doivent être maintenus. »

(Photos : AVN, Prensa Presidencial, R. Canon)

Annnonce du retrait de l'Organisation des États américains

- Le gouvernement bolivarien du Venezuela -



Rassemblement « Adieu l'OÉA » à Apure, le 27 avril 2019, pour célébrer le retrait du Venezuela de l'Organisation des États américains

Le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela, fidèle à ses principes républicains et

démocratiques, et respectueux de la Constitution nationale et du droit international, annonce à la communauté internationale et aux peuples du monde la rupture des chaînes qui nous lient à la dictature imposée par les États-Unis au sein de l'Organisation des États américains (OÉA).

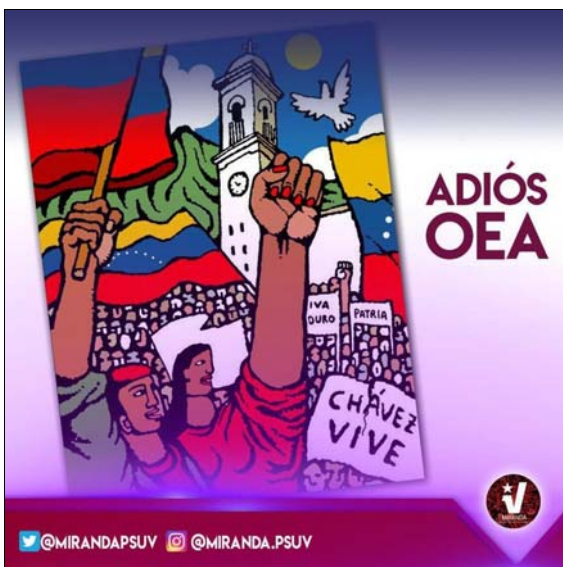
Suite à la dénonciation de la charte de l'Organisation des États américains faite par le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela le 27 avril 2017, conformément à l'article 143, en date d'aujourd'hui, aucun instrument signé ou/et émis par l'OÉA ne pourra avoir d'impact juridique ou politique sur l'État vénézuélien et ses institutions.

Le gouvernement bolivarien du Venezuela, dans l'exercice de son indépendance politique et de ses droits souverains, a dénoncé devant la communauté internationale le dysfonctionnement de l'OÉA, qui est caractérisé par ses violations du droit international, la transgression systématique de sa charte fondatrice, la fraude procédurale, la subordination politique de sa bureaucratie aux intérêts de l'administration des États-Unis, la perte programmée du pluralisme politique sur le continent américain en vertu d'une vision coloniale et suprémaciste et l'atteinte permanente aux principes de souveraineté et d'autodétermination, entre autres, de ses pays membres.



Un groupe de gouvernements satellites, dirigés par les États-Unis, a sacrifié la charte fondamentale de l'OÉA qui gère les relations entre les pays de l'hémisphère, et a violé toutes ses règles et pratiques historiques de fonctionnement. Conséquemment, une dictature a été imposée à l'OÉA, en violation des droits de ses 34 pays membres et autorisant, préconisant, facilitant et participant activement à la déstabilisation de la démocratie vénézuélienne.

Ce groupe, qui viole les règles mêmes de l'OÉA, a validé l'agression étrangère, la mise en oeuvre illégale de mesures coercitives unilatérales, la menace du recours à la force par des pays tiers, le sabotage économique et l'étranglement de notre nation et l'enlèvement, la confiscation et le pillage des biens de la République.



En plus, ce groupe de gouvernements satellites a instigué la répudiation de la Constitution nationale, des institutions démocratiques et des autorités élues légitimes, et prôné la violence, le chaos et les tentatives d'inciter une guerre civile au sein de notre nation, en corrompant l'OÉA au point d'en faire un instrument de conspiration en vue d'une intervention militaire étrangère contre notre peuple.

La dictature qui règne à l'OÉA constitue une menace à la paix et la sécurité régionales et internationales. Dans ce contexte, le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela alerte la communauté internationale face à de futures actions qu'un tel groupe belliciste pourrait tenter d'exécuter contre notre nation, en violation flagrante du droit international.

La République bolivarienne du Venezuela est reconnaissante envers un important groupe de pays au sein de l'OÉA qui a rejeté les abus et les violations perpétrés par un groupe dictatorial, et ont fait

preuve de respect envers le droit international à la défense de la souveraineté, de l'autodétermination et de l'indépendance des États. Nous assurons à ces nations soeurs que notre gouvernement et notre peuple ne cesseront de défendre leur liberté et de garantir leur paix.

Aujourd'hui, le peuple et le gouvernement du Venezuela rompent les chaînes de la doctrine Monroe raciste et déclarent solennellement que la République bolivarienne du Venezuela est de façon irrévocable libre et indépendante, et que son legs moral, ainsi que ses valeurs de liberté, d'égalité, de justice et de paix internationale trouvent leurs racines dans la doctrine de Simon Bolivar.

Caracas, Berceau des Libérateurs, le 27 avril 2019

(Photos : O Vivas, PSUV Miranda. MPPRE News)

Journée mondiale des fondateurs et Journée de réunification nationale du Vietnam

Une conférence à Toronto célèbre la longue histoire d'amitié entre les peuples canadien et vietnamien



L'Association Canada-Vietnam et le York Center for Asian Research ont organisé le 30 avril une conférence d'une journée intitulée « Vietnam : tradition et développement » pour célébrer la Journée mondiale des ancêtres du Vietnam. La Journée mondiale des ancêtres est commémorée au Vietnam pour rendre hommage aux rois Hung, qui ont fondé la nation vietnamienne il y a près de 4 000 ans, et pour célébrer leur héritage dans le Vietnam moderne d'aujourd'hui. Cette année, outre le Canada, des commémorations ont eu lieu en France, au Laos, en Pologne, au Japon, en Thaïlande, en Russie et dans d'autres pays.

L'événement a eu lieu à l'Université York. La Dre Julie Nguyen, membre du conseil d'administration de l'association, a souhaité la bienvenue à tous les participants et les a informés que c'était la première fois qu'une célébration commémorant les rois Hung avait lieu au Canada, ce qui en faisait un événement historique. Elle a souligné que la Journée mondiale des fondateurs du Vietnam sert non seulement à commémorer les débuts historiques de la nation vietnamienne, mais aussi à célébrer les réalisations du Vietnam moderne. Au Canada, elle met également en valeur l'amitié entre les peuples vietnamien et canadien. Elle a annoncé que la conférence commencerait par une cérémonie en l'honneur de ces ancêtres, suivie de deux panels. Le premier panel traitera du thème « Histoire locale, avenir mondial » et le second de « la coopération Canada-Vietnam en matière d'affaires et d'éducation ».



La Dre Julie Nguyen a présenté le deuxième pannel.

Le Dr Phouc Dang, président du conseil d'administration de l'Association Canada-Vietnam, a ouvert la conférence avec un puissant poème en hommage aux rois Hung et a pris l'engagement au nom de la génération actuelle de Vietnamiens vivant au Vietnam et dans la diaspora de préserver leur héritage d'indépendance et de souveraineté. Il a ensuite présenté un diaporama donnant un aperçu de l'histoire du Vietnam et du rôle des rois Hung.[1]

Lors de la première table ronde, une représentante du Conseil commercial Canada-Vietnam a souligné le développement de l'économie vietnamienne dans de nouveaux domaines et la croissance des échanges commerciaux entre le Vietnam et le Canada. Elle a souligné que le Vietnam est une société très instruite avec un peuple qui travaille fort et que, puisqu'il s'agit du partenaire le plus important du Canada parmi les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), les possibilités de collaboration au niveau des entreprises sont beaucoup plus nombreuses. Elle a dit espérer voir davantage de commerce et de possibilités pour les Vietnamiens et les Canadiens avec le récent Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP).

Parlant au nom de l'Association Canada-Vietnam, Philip Fernandez a salué l'amitié entre les peuples canadien et vietnamien et a souligné que cette relation remonte à l'époque de la lutte de libération nationale et de la lutte pour la réunification du Vietnam. Il a dénoncé la *Loi sur la Journée du parcours vers la liberté* adoptée par le gouvernement Harper en 2015 qui déforme et falsifie l'histoire de l'héroïque peuple vietnamien et la défaite des impérialistes américains. Il a également exprimé le soutien de l'association à l'initiative de l'Association des femmes entrepreneures vietnamiennes de s'opposer à l'apparition du drapeau colonial du régime fantoche américano-sud-vietnamien vaincu comme une provocation contre les peuples canadien et vietnamien.

En après-midi, la Dre Lorna Wright et la Dre Elena Caprioni de l'École d'administration Schulich de l'Université York ont fourni des informations sur les différents projets entrepris pour favoriser la collaboration universitaire entre les deux pays. Mme Wright a également dit espérer que le volume de l'activité économique entre le Vietnam et le Canada, estimé à 6 milliards de dollars, croisse davantage, compte tenu de la stabilité économique et des possibilités qui existent au Vietnam.

Mme Lily Tang, directrice de l'Association des femmes entrepreneures vietnamiennes, a dit que le Vietnam était une société de jeunes animés par un grand esprit d'entreprise. Elle a souligné que plus de 20 000 étudiants vietnamiens au Canada s'intéressent à apporter des contributions à leur pays et au Canada pendant leur séjour ici. Cet esprit, a-t-elle dit, est de bon augure pour l'avenir des deux pays et des deux peuples.

Les organisateurs de la conférence ont remercié tous les participants d'être venus et ont exprimé leur optimisme pour le renforcement des relations entre le Vietnam et le Canada.

Note

1. Voir la présentation « [The Four Thousand Year History of Vietnam](#) » par le Dr Phouc Dang, président de l'Association Canada-Vietnam

Le Jour de la réunification nationale souligné par une cérémonie de lever du drapeau à Quang Tri



Le drapeau national de la République socialiste du Vietnam est levé sur le site historique de Hien Luong-Ben Hai dans le district de Vinh Linh, province de Quang Tri. La rivière Ben Hai, située au 17^e parallèle, faisait partie d'une zone démilitarisée qui séparait le pays pendant la guerre des États-Unis au Vietnam.

Le 30 avril, une cérémonie de lever du drapeau a eu lieu sur le site de relique historique de Hien Luong-Ben Hai dans le district de Vinh Linh, province centrale de Quang Tri, à l'occasion du 44^e anniversaire de la libération du Sud-Vietnam et du Jour de la réunification nationale (30 avril 1975).

Dans le cadre du festival national de réunification coorganisé par *Nhan dan* (le quotidien du peuple), l'Agence vietnamienne d'information (AVN) et le Comité populaire du comité provincial du Parti communiste du Vietnam, l'événement marquait également le 65^e anniversaire de la victoire de Dien Bien Phu de 1954 qui mit fin à la domination coloniale française au Vietnam et le 47^e anniversaire de la libération de Quang Tri (1^{er} mai 1972).

Ont assisté à l'événement le membre du Politburo et vice-premier ministre Truong Hoa Binh ; le secrétaire du Comité central et président de la Commission des affaires intérieures du Parti communiste du Vietnam (CCPCV) Phan Dinh Trac ; le rédacteur en chef de *Nhan Dan* et président de l'Association des journalistes vietnamiens Thuan Huu ; et Nguyen Duc Loi, directeur général de VNA, entre autres.

Le pont de Hien Luong qui enjambe la rivière Ben Hai, qui a divisé le nord et le sud pendant la guerre du Vietnam, n'a que 178 mètres de long, mais il a fallu 21 ans pour que les Vietnamiens du nord et du sud soient unis. Ce pont est le témoin de la lutte féroce mais glorieuse du peuple

vietnamien et de son désir et sa conviction en la victoire. Les sites de reliques sur les deux rives du fleuve ont été reconnus comme des reliques historiques nationales.

Quang Tri était l'une des localités les plus dévastées pendant la guerre par des milliers de tonnes de bombes et d'obus. La province était également bien connue pour sa bataille acharnée de 81 jours et nuits à l'ancienne citadelle de Quang Tri.

Dans ses remarques liminaires, le secrétaire du Comité provincial du parti, Nguyen Van Hung, a souligné les réalisations majeures que Quang Tri a enregistrées ces dernières années dans divers domaines, allant de l'économie aux affaires sociales, en passant par la défense et la sécurité nationales.

La cérémonie de lever du drapeau a été suivie de l'interprétation de chants Bai Choi sur la rive sud du site de relique historique national spécial de Hien Luong-Ben Hai, d'une course de bateaux sur la rivière Ben Hai et d'une cérémonie inaugurale du projet visant à mettre à niveau la rive sud du site.

Les délégués ont rendu hommage aux soldats tombés au combat au Cimetière des martyrs de la route nationale 9, cimetière des Martyrs de Truong Son.

Le soir du 29 avril, un programme artistique intitulé « Aspiration à l'unification » a eu lieu sur le site historique.

À cette occasion, le directeur général de VNA, Nguyen Duc Loi, a présenté 1,8 milliard de VND [Dong vietnamien] (77 400 \$US) à Quang Tri pour la construction de trois salles de classe à l'école maternelle de la commune de Trieu Tai, district de Trieu Phong.

Le journal *Nhan Dan* et Électricité du Vietnam ont également présenté 1 milliard de VND (43 000 \$US) aux bénéficiaires de la politique sociale locale.

S'adressant à l'événement, Thuan Huu, qui est également chef adjoint de la Commission de la communication et de l'éducation du CCPCV, a déclaré que l'accord de Genève définissait la rivière Ben Hai au 17e parallèle comme la ligne de division militaire temporaire il y a 65 ans et que Quang Tri avait été un champ de bataille extrêmement féroce.

Les habitants de Quang Tri ont dû subir de nombreux sacrifices et surmonter de nombreuses difficultés. Quarante-sept ans après le Jour de la libération, les habitants de Quang Tri ont défendu leur tradition résiliente afin de bâtir une province plus prospère dotée de réalisations remarquables en matière économique, sociale, de sécurité et défense, a-t-il noté.

Le programme d'art comprenait des chants et des danses pour honorer l'esprit de combat de l'armée et du peuple vietnamiens ainsi que l'aspiration à l'unification nationale.

(VNA. Photos: VNA)

Supplément

Le Premier Mai dans le monde

- **Des actions militantes à la défense des droits et de la dignité du travail**